

La Belgique préoccupée par la situation politique au Burundi

APA, 30-09-2010 Bujumbura (Burundi) - Le vice-Premier ministre et ministre des Affaires Étrangères belge, Steven Vanackere, a exprimé sa préoccupation au sujet des récentes arrestations au Burundi de Jean-Claude Kavumbagu, directeur du journal en ligne Net Press, et du porte-parole du parti Mouvement pour la Solidarité et le Développement, Me François Nyamoya. Selon un communiqué de presse de l'ambassade de Belgique au Burundi, le ministre belge appelle à cet égard, les autorités burundaises à « respecter les libertés d'expression prévues dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ratifiés par le Burundi et inscrites dans la Constitution burundaise ».

« Comme il a pu le faire lors de son entretien à New York avec le deuxième vice-président, Gervais Rufyikiri, le ministre Vanackere encourage le dialogue entre les partis politiques burundais, y compris les partis extra-parlementaires », précise le communiqué. La Belgique espère que ce dialogue puisse être maintenue voire renforcée afin de permettre tout acteur politique de participer de manière responsable et constructive au débat politique. « Tout recours à la violence comme mode d'expression politique est inacceptable », met en garde Vanackere qui invite les partis politiques burundais à « condamner fermement toute forme de violence et à y renoncer irrévocablement ». Le directeur de Net Press, Jean-Claude Kavumbagu, est emprisonné depuis le 17 juillet pour un article publié dans son journal dénonçant l'incapacité des corps de défense et de sécurité à faire face à une attaque éventuelle des Shebbab somaliens qui ont commis un attentat en Ouganda faisant 74 morts et 85 blessés. Quelque 12 soldats burundais avaient trouvé la mort en septembre 2009 lors de l'attaque du QG de la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM). Le porte-parole du MSD, quant à lui, est à son troisième jour d'incarcération, accusé avoir tenu, sur une radio locale, des propos diffamatoires et calomnieux à l'endroit du patron du Service National des Renseignements, le général Adolphe Nshimirimana.